

Gelet op het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2012 betreffende sommige internaten en opvangtehuizen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2013;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het « Internat autonome de la Communauté Française de Ferrières » zal alle weekeinden open zijn behoudens gedurende de verloven en schoolvakanties.

**Art. 2.** Het Internaat bij de « Ecole fondamentale autonome de la Communauté Française du Pays Blanc » te Antoing zal alle weekeinden open zijn behoudens gedurende de verloven en schoolvakanties.

**Art. 3.** Het « Internat autonome de la Communauté Française pour jeune filles de Huy » zal alle weekeinden open zijn behoudens gedurende de verloven en schoolvakanties.

**Art. 4.** De « Homes d'Accueil permanents d'Anseremme et de Lessines » zullen van 1 september tot 31 augustus open zijn. Betreffende het schooljaar 2012-2013 zullen ze van 1 augustus tot 31 augustus 2013 gesloten zijn.

**Art. 5.** De « Homes d'Accueil permanents de Comblain-au-Pont et de Saint-Mard » zullen van 1 september tot 31 augustus open zijn. Betreffende het schooljaar 2012-2013 zullen ze van 1 augustus tot 31 augustus 2013 gesloten zijn.

**Art. 6.** De sluiting voor de twee koppels Permanente Opvangtehuizen wordt elk jaar gealterneerd. Voor het schooljaar 2013-2014 zullen de opvangtehuizen van Anseremme en Lessines van 1 juli tot 31 juli 2014 gesloten zijn en de opvangtehuizen van Comblain-au-Pont en van Saint-Mard zijn van 1 augustus tot 31 augustus 2014 respectief gesloten.

**Art. 7.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2013.

Brussel, 23 mei 2013.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203329]

**30 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, notamment les articles 135, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et 174, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement, en date du 10 avril 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 8 janvier 2013;

Vu l'avis n° 53.124/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 relatif aux modalités de placement des disponibilités des sociétés de logement de service public et à l'affectation du produit net de la cession de droits réels d'un bien immobilier, les mots « 1<sup>o</sup> le Code : le Code wallon du Logement » sont remplacés par les mots « 1<sup>o</sup> le Code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable ».

**Art. 2.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Au plus tard le 31 mars de l'année T, la Société wallonne communique à la société sa décision quant au montant minimal à verser pour l'année T sur le compte courant. Le montant, visé à l'article 5, peut être revu sur la base de l'exécution du budget au plus tard le 31 mai de l'année T+1. ».

**Art. 3.** Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le produit net de la cession est affecté, selon un programme des travaux à effectuer par la société, selon l'ordre suivant, à :

1<sup>o</sup> la pérennisation du parc locatif;

2<sup>o</sup> l'amélioration du confort des locataires;

3<sup>o</sup> la création de logements;

4<sup>o</sup> l'amélioration des abords des logements dont elle est propriétaire.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique sans préjudice de l'application de :

1° l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements sociaux;

2° l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements moyens;

3° l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de l'acquisition d'un bâtiment améliorable et de la réhabilitation, la restructuration ou l'adaptation de ce bâtiment pour y créer un ou plusieurs logements sociaux;

4° l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la construction de logements sociaux. ».

**Art. 4.** Dans l'article 10 du même arrêté, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. En application du § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'article 174 du Code, si la société dispose d'une trésorerie propre dépassant, plus de deux fois au cours de l'année T, 7,5 pour cent des chiffres d'affaires visés à l'article 7, la Société wallonne procède à un prélèvement du compte courant de la société, au plus tard le 31 mars de l'année T+1. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

« Art. 10/1. § 1<sup>er</sup>. En application du § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'article 174 du Code, si la société n'alimente pas son compte courant du montant visé à l'article 6, à l'exception de l'application de l'article 5, § 2, la Société wallonne procède à un prélèvement du compte courant de la société, au plus tard le 31 mars de l'année T+1.

§ 2. Un mois avant le prélèvement prévu au § 1<sup>er</sup>, la Société wallonne informe la société du montant à prélever et de la date prévue pour ce prélèvement.

La société dispose de quinze jours pour demander d'être dispensée de ce prélèvement en raison de l'affectation du montant qui doit être prélevé, à des dépenses exceptionnelles de conservation de son patrimoine. Elle motive sa demande et précise l'utilisation prévue du montant.

La Société wallonne statue avant la date prévue du prélèvement visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. L'absence de réponse de la Société wallonne avant cette date est assimilée à un accord.

§ 3. Le montant du prélèvement correspond à la différence entre le montant annuel minimal fixé à l'article 4 et le montant annuel réellement versé par la société de logement de service public pour l'année T, multiplié par un taux d'intérêt.

Le taux d'intérêt correspond au taux EURIBOR à 3 mois en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année T+1, majoré de 500 points de base. ».

**Art. 6.** Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mai 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203329]

### 30. MAI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 über die Modalitäten zum Anlegen der Barmittel der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Zweckbestimmung des Reinerlöses der Abtretung von dinglichen Rechten an einem Immobiliengut

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere Artikel 135, § 1, Abs. 3, und Artikel 174, § 1, 3<sup>o</sup>;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 über die Modalitäten zum Anlegen der Barmittel der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Zweckbestimmung des Reinerlöses der Abtretung von dinglichen Rechten an einem Immobiliengut;

Aufgrund des am 10. April 2012 abgegebenen Vorschlags der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

Aufgrund des am 13. Dezember 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 8. Januar 2013 abgegebenen Gutachtens der "Société wallonne du Logement";

Aufgrund des am 24. April 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 53.124/4;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 über die Modalitäten zum Anlegen der Barmittel der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Zweckbestimmung des Reinerlöses der Abtretung von dinglichen Rechten an einem Immobiliengut wird die Wortfolge "1<sup>o</sup> das Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch" durch "1<sup>o</sup> das Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse" ersetzt.

**Art. 2** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 6 - Spätestens am 31. März des Jahres T übermittelt die Wallonische Gesellschaft der Gesellschaft ihre Entscheidung bezüglich des auf das laufende Konto für das Jahr T einzuzahlenden Mindestbetrags. Der in Artikel 5 erwähnte Betrag kann auf der Grundlage der Vollstreckung des Haushalts spätestens am 31. Mai des Jahres T+1 revidiert werden."

**Art. 3** - In Artikel 8 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Der Reinerlös aus der Abtretung wird nach einem Programm der von der Gesellschaft durchzuführenden Arbeiten unter Berücksichtigung der folgenden Reihenfolge verwendet für:

- 1° den Fortbestand des Mietwohnungsbestands;
- 2° die Verbesserung der Bequemlichkeit für die Mieter;
- 3° die Schaffung von Wohnungen;
- 4° die Verbesserung der Umgebung der Wohnungen, die sie besitzt.

Absatz 1 gilt unbeschadet der Anwendung von:

1° Artikel 9, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Gewährung durch die "Société wallonne du Logement" einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Sozialwohnungen;

2° Artikel 12, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Gewährung durch die "Société wallonne du Logement" einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für die Schaffung von Durchschnittswohnungen;

3° Artikel 8, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2012 über die Gewährung durch die "Société wallonne du Logement" einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für den Erwerb, die Sanierung, die Umgestaltung oder die Anpassung eines verbesserungsfähigen Gebäudes, um in diesem Gebäude eine oder mehrere Sozialwohnungen zu schaffen;

4° Artikel 8, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 2012 über die Gewährung durch die "Société wallonne du Logement" einer Beihilfe an die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes für den Bau von Sozialwohnungen.».

**Art. 4** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird § 1 durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Wenn die Gesellschaft über eigene Finanzmittel verfügt, die mehr als zweimal im Laufe des Jahres T 7,5 % der in Artikel 7 erwähnten Umsätze überschreiten, nimmt die Wallonische Gesellschaft in Anwendung von Artikel 174, § 1, 3° des Gesetzbuches spätestens am 31. März des Jahres T+1 einen Abzug aus dem laufenden Konto der Gesellschaft vor.».

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10/1 - § 1. Wenn die Gesellschaft ihr laufendes Konto nicht mit dem in Artikel 6 genannten Betrag speist, unter Ausnahme der Anwendung von Artikel 5 § 2, nimmt die Wallonische Gesellschaft in Anwendung von Artikel 174, § 1, 3° des Gesetzbuches spätestens am 31. März des Jahres T+1 einen Abzug aus dem laufenden Konto der Gesellschaft vor.

§ 2. Die Wallonische Gesellschaft informiert die Gesellschaft einen Monat vor dem in § 1 vorgesehenen Abzug über den abzuziehenden Betrag und das für den Abzug vorgesehene Datum.

Die Gesellschaft verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen, um eine Freistellung von diesem Abzug zu beantragen, wenn der abzuziehende Betrag für außerordentliche Ausgaben zur Erhaltung ihres Vermögens bestimmt ist. Sie begründet ihren Antrag und gibt die vorgesehene Bestimmung des Betrags an.

Die Wallonische Gesellschaft befindet über diesen Antrag vor dem in Absatz 1 vorgesehenen Datum des Abzugs. Wenn von der Wallonischen Gesellschaft keine Antwort vorliegt, gilt das als Zustimmung.

§ 3. Die Höhe des Abzugs entspricht dem mit einem Zinssatz multiplizierten Unterschied zwischen dem in Artikel festgelegten Mindestjahresbetrag und dem Jahresbetrag, der von der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes für das Jahr T effektiv bezahlt wird.

Der Zinssatz entspricht dem am 1. Januar des Jahres T+1 geltenden EURIBOR-Satz für 3 Monate, zuzüglich 500 Basispunkten.».

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Mai 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203329]

**30 MEI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende de modaliteiten voor de belegging van de beschikbare middelen van de openbare huisvestingsmaatschappijen en de bestemming van de netto-opbrengst van de overdracht van zakelijke rechten van een onroerend goed**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen, inzonderheid op de artikelen 135, § 1, derde lid, en 174, § 1, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende de modaliteiten voor de belegging van de beschikbare middelen van de openbare huisvestingsmaatschappijen en de bestemming van de netto-opbrengst van de overdracht van zakelijke rechten van een onroerend goed;

Gelet op het voorstel van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 10 april 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 13 december 2012;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement", gegeven op 8 januari 2013;

Gelet op het advies 53.124/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende de modaliteiten voor de belegging van de beschikbare middelen van de openbare huisvestingsmaatschappijen en de bestemming van de netto-opbrengst van de overdracht van zakelijke rechten van een onroerend goed worden de woorden « 1° de Code : de Waalse huisvestingscode » vervangen door de woorden « 1° het Wetboek : het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen ».

**Art. 2.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Uiterlijk 31 maart van het jaar T geeft « de Société wallonne » de maatschappij kennis van haar beslissing betreffende het minimumbedrag dat voor het jaar T op de lopende rekening gestort moet worden. Het bedrag bedoeld in artikel 5 kan herzien worden op basis van de uitvoering van de begroting uiterlijk 31 mei van het jaar T+1. ».

**Art. 3.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De netto-opbrengst van de overdracht wordt overeenkomstig een programma van de door de maatschappij uit te voeren werken, in de onderstaande volgorde bestemd :

1° tot de bestendiging van het verhuurpark;

2° tot de verbetering van het comfort van de huurders;

3° tot de creatie van woningen;

4° tot de verbetering van de omgeving van de woningen waarvan ze eigenaar is.

Het eerste lid is van toepassing onverminderd de toepassing van :

1° artikel 9, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 waarbij de "Société wallonne du Logement" een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de bouw van sociale woningen;

2° artikel 12, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 waarbij de "Société wallonne du Logement" een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de bouw van middelgrote woningen;

3° artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij door de "Société wallonne du Logement" een tegemoetkoming toegekend wordt aan de openbare huisvestingsmaatschappijen met het oog op de aankoop, de renovatie, de herstructurering of de aanpassing van een verbeterbare woning om er één of meer sociale woningen van te maken;

4° artikel 8, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij de "Société wallonne du Logement" een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de bouw van sociale woningen. ».

**Art. 4.** In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. Indien de maatschappij over een eigen thesaurie beschikt die in de loop van het jaar-T meer dan twee keer 7,5 % van de in artikel 7 bedoelde omzet overschrijdt, worden die middelen uiterlijk 31 maart van het jaar T+1 door de Waalse Maatschappij van de lopende rekening van de maatschappij afgetrokken, overeenkomstig § 1, 3°, van artikel 174 van het Wetboek. ».

**Art. 5.** Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een artikel 10/1, luidend als volgt :

« Art. 10/1. § 1. Indien de maatschappij haar lopende rekening niet stijft met het bedrag bedoeld in artikel 6, met uitzondering van de toepassing van artikel 5, § 2, trekt de « Société wallonne » uiterlijk 31 maart van het jaar T+1 een bedrag van de lopende rekening van de maatschappij af, overeenkomstig § 1, 3°, van artikel 174 van het Wetboek.

§ 2. Een maand voor de heffing bedoeld in § 1 geeft de « Société wallonne » de maatschappij kennis van het af te trekken bedrag en van de datum die voor de heffing voorzien wordt.

De maatschappij beschikt over vijftien dagen om een vrijstelling van die heffing aan te vragen om de reden dat het af te trekken bedrag bestemd wordt voor uitzonderlijke uitgaven betreffende het behoud van haar erfgoed. Ze motiveert haar aanvraag en preciseert de voorziene aanwending van het bedrag.

De « Société wallonne » beslist voor de voorziene heffingsdatum bedoeld in het eerste lid. Het gebrek aan antwoord van de « Société wallonne » voor die datum staat gelijk met een instemming.

§ 3. Het bedrag van de heffing stemt overeen met het verschil tussen het minimale jaarbedrag bedoeld in artikel 4 en het jaarbedrag daadwerkelijk gestort door de openbare huisvestingsmaatschappij voor het jaar T, vermenigvuldigd met een rentevoet.

De rentevoet stemt overeen met de EURIBOR-rentevoet op 3 maanden die van kracht is op 1 januari van het jaar T+1, verhoogd met 500 basispunten. ».

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 mei 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET